

Front Unique :

Après la défaite sur la contre-réforme des retraites et celle programmée sur le choc des savoirs :

il faut en finir avec la tactique des « journées d'action », de l'appel aux actions locales, qui accompagnent le constant « dialogue social ». Il faut, à l'inverse, organiser l'affrontement avec le gouvernement !

Le congrès national du SNES a adopté un appel qui se termine par : « Nous ne trierons pas nos élèves ». Un mot d'ordre qui acte que les groupes de niveaux seront mis en place à la rentrée et donc que la direction syndicale ne porte pas l'exigence du retrait des textes d'application du choc des savoirs. La volonté des enseignants est bien que le texte ne s'applique pas mais « nous ne trierons pas nos élèves » leur renvoie la tâche de mettre en échec le ministère avec des actions locales, voire individuelles, établissement par établissement. A la rentrée, la direction du SNES ose même proposer de reprendre la « tactique » dite du « grain de sable » qu'elle avait déjà proposée contre la réforme des collèges de 2016 qui avait abouti à ... sa mise en place de la dite réforme. Une telle politique de bousille menace l'existence même de notre syndicat : le rôle du syndicat est d'organiser la lutte à l'échelle de toute la profession rassemblée. A la dispersion de nos forces il est urgent d'opposer la perspective du combat centralisé contre le gouvernement.

C'est ce que propose Front Unique comme ici au CDFN de la FSU du 3 avril :

« Depuis l'annonce le 5 décembre du « choc des savoirs » par Attal, alors ministre de l'Education nationale, quatre mois se sont écoulés. Quatre mois durant lesquels le gouvernement a pu mener à bien son calendrier. Preuve en est la publication des textes d'application au Journal Officiel à la mi-mars. Le 1er février, les enseignants, particulièrement dans les collèges, ont manifesté clairement leur volonté d'obtenir le retrait pur et simple du choc des savoirs.

Or, la direction du Snes et celle de la FSU, ne se sont toujours pas prononcées pour le retrait pur et simple du choc des savoirs (...). Elles se sont inscrites dans le calendrier gouvernemental, avec AOC puis avec Belloubet, en particulier en participant aux différents CSE.

Et aujourd'hui, comme pour le PACTE, elles rejettent la responsabilité sur les équipes dans les établissements pour qu'elles n'appliquent pas le « choc des savoirs ». Elles ont aussi multiplié les journées d'actions locales, parfaitement stériles (6 février, 19 mars, 2 avril).

Les collègues n'ont pas répondu à ces journées. Ils ne répondront pas davantage aux autres comme on a pu le constater hier encore. Et pour cause, ils ont parfaitement consciences de l'inefficacité des journées d'actions, ils les rejettent. Ils savent avec leur expérience des défaites passées qu'ils ne peuvent obtenir la moindre victoire dans le cadre de ces dispositifs éculés.

A l'inverse, les enseignants de Seine saint Denis ont su montrer la voie en allant manifester là où se prennent les décisions. Les 5000 manifestants du 93 ne peuvent-ils pas faire 150 000 à l'échelle nationale, devant le ministère, pour contraindre le gouvernement à retirer sa contre-réforme mortifère ?

La direction de la FSU affirme que le plan à l'œuvre « participe à rehausser le rapport de force ». La secrétaire générale du Snes a même indiqué hier à la tribune sa volonté de poursuivre dans la même voie.

Cela n'a que trop duré au contraire. Beaucoup trop de temps a été perdu.

Il y a urgence à convoquer dès maintenant une manifestation massive de toute la profession, au ministère, pas dans 2 mois, quand plus rien ne sera possible, pour arracher le retrait du choc des savoirs.

C'est la responsabilité de notre CDFN de se prononcer dans ce sens. C'est ce que propose au vote le courant Front unique ».

Pour que cette orientation soit portée dans les instances académiques du syndicat, votez Front Unique